

«La santé va devenir une exigence absolue de la population»

Axel Kahn, généticien, président de la Ligue nationale contre le cancer

La logique financière et libérale du monde d'avant la pandémie de Covid-19 va faire long feu, prédit le professeur Axel Kahn. Le médecin croit en une « réappréciation des priorités » en faveur de la santé.

AXEL KAHN

Dans le secteur de la santé, sentez-vous une urgence à changer les choses ?

Oui. Cette crise épidémique montre, avec une acuité douloureuse, que la prospérité financière d'un pays doit être un moyen, et non un but. Un moyen de garantir le bien commun, dont ce bien suprême : la préservation et la protection de la santé. Aujourd'hui, il n'en est rien. Voyez les Etats-Unis ! Ce sera sans doute l'un des pays les plus marqués. Or, Donald Trump a commencé sa présidence en annulant l'Obamacare, c'est-à-dire le début d'une organisation de solidarité sociale en matière de santé. Ça, ça ne convient pas. J'espère que tous les gouvernements du monde, dans leur diversité, s'en rendent compte.

C'est tout un modèle qui est questionné ici ?

Absolument ! Les choses ne peuvent plus être vues avec les mêmes critères d'appréciation. Ce que je dis vaut également pour la France. Afin d'optimiser les normes budgétaires, on a progressivement mis une tension importante sur les hôpitaux, les stocks de masques n'ont pas été renouvelés... La vraie révolution en cours, c'est la perception de l'importance. A quoi cela sert-il d'avoir un PIB extraordinaire si on ne peut pas soigner ?

C'est le principe même de la mondialisation qui est remis en cause ?

En partie, oui. Dans la mondialisation financière et libérale, on essaye de fournir au consommateur des produits à moindre coût. Et cela est vrai même pour les médicaments. Lorsqu'ils sont tombés dans le domaine public, lorsqu'ils ne sont plus couverts par des brevets, il y a une course au prix le plus bas. Dans mon domaine, celui du cancer, l'immense majorité des médicaments sont fabriqués en Asie, en particulier en Chine et en Inde. Si on considère que ces molécules essentielles sont des éléments stratégiques, presque au sens militaire du terme, on ne peut pas accepter une situation où l'on viendrait à en manquer. Alors oui, il faut démondialiser en partie. Relocaliser en Europe, sinon dans le pays. C'est un point très important.

Donc il faut accepter que cela revienne plus cher ?

Une molécule fabriquée au Danemark, en France ou en Espagne vaudra bien plus cher qu'une molécule fabriquée au Bangladesh. Il faut s'y préparer. Pareil pour les masques. Pourquoi cette production a-t-elle été délocalisée en Chine ? Les masques sont des produits très peu chers, quand il n'y a pas une demande mondiale, la plus-value est faible. L'optimisation financière et la rentabilité ont donc amené à les faire produire dans des pays où le coût du travail est beaucoup moins élevé.

C'est vrai aussi pour les respirateurs artificiels. La valeur stratégique de fabriquer sur le territoire doit désormais être perçue, pas l'intérêt financier.

Une Europe de la santé n'existe pas ?

Elle est encore très financière et gestionnaire. L'Europe du bien commun en matière de santé est très insuffisante. On ne peut que constater le manque de préparation de la réponse européenne, alors que tous les pays sont confrontés, au même moment, à l'épidémie. Certes, il y a un peu de solidarité. On l'a vu avec des malades de France qui sont acceptés en Allemagne, au Luxembourg ou en Suisse. Mais il y a eu aussi des compétitions féroces. La solidarité envers l'Italie ou vers l'Espagne n'a pas été considérable et on se tire la bourre sur des tarmacs pour [essayer de s'approprier les masques...](#)

Vous pensez que cela va changer après la crise ?

Il y a un paradoxe étonnant. Une pandémie est l'exemple même d'un phénomène mondial. Il n'y a pas de vision plus évidente de la mondialisation qu'une pandémie. Eh bien la réaction mondiale à une pandémie sera une importante incitation à la démondialisation. Vous verrez.

La santé va-t-elle devenir une priorité ?

Jusqu'à présent, il faut bien le reconnaître, la santé n'a jamais été à un très haut niveau dans l'agenda politique, chez nous, comme ailleurs. Ça, ça va cesser. [La santé](#) va devenir l'une des demandes les plus importantes, une exigence absolue de la population. Il est tout à fait évident que l'on va, de ce point de vue-là, vers une réappréciation de l'ordre des priorités. Au 1^{er} janvier, qu'est-ce qu'on se souhaite ? Bonne année et surtout la santé. Dans l'esprit de toutes les personnes, rien n'est plus important que la santé. Rien !

Propos recueillis par

Christine Mateus